



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<https://www.economiedistributive.fr/Faits-et-arguments>

Faits et arguments

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1988 à 1997 - Année 1989 - N° 884 - décembre 1989 -

Date de mise en ligne : mercredi 15 avril 2009

Date de parution : décembre 1990

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Le but de la Grande Relève est, me semble-t-il, de donner à ses lecteurs des arguments qui tirent leur force des faits, qu'ils soient politiques, économiques, sociaux ou culturels. Ces faits et arguments doivent accroître notre capacité à convaincre nos interlocuteurs. Rechercher sans fin les thèses de l'économie distributive ne peut servir à grand chose : nous sommes tous informés. Et le résumé de nos thèses qui paraît dans chaque Grande Relève a pour objet de pousser les nouveaux lecteurs à vouloir en savoir plus, en nous écrivant ou en s'adressant au distributiste qui leur a donné à lire un numéro de la Grande Relève.

Les articles de fond ne constituent pas les seules armes pour convaincre : c'est également le rôle des "Lu, vu, entendu", des encadrés, voire du courrier des lecteurs.

Aujourd'hui, j'aurai recours à une formule intermédiaire : noter des faits, même divers, sans rapport apparent, pour servir d'arguments à la défense de nos thèses.

Qui a écrit ?

"La misère des citoyens n'est autre chose que le crime des gouvernements... Les abus sont l'ouvrage et le domaine des riches, ils sont les fléaux du peuple. L'intérêt du peuple est l'intérêt général, celui des riches, l'intérêt particulier..."

Question bicentenaire, vous l'avez deviné : il s'agit de Robespierre. C'aurait pu être aussi bien Saint-Just pour qui "le bonheur est une idée neuve en Europe".

A l'heure où les festivités du bicentenaire s'achèvent avec deux films sur la Révolution (comment relateront-ils ces événements cruciaux, notamment le deuxième qui porte sur 92-94 ?), il est triste de constater que pas un seul homme politique, pas un intellectuel ou historien de progrès, et alors que la "gauche" est au pouvoir, n'a pris l'initiative de réclamer pour Paris, une rue Robespierre, Saint-Just, et pourquoi pas Marat, Babeuf. Ah ! la Terreur, bien sûr : même 200 ans après, il ne faut pas effrayer le bourgeois. Alors que trafiquants et traîtres sont tous honorés : Danton, Fabre d'Églantine (1), Mirabeau.

Mirabeau, gorgé de subsides royaux, a non seulement une rue, mais un pont et une station de métro ; il a même eu droit un temps au Panthéon, jusqu'à l'ouverture de la fameuse "armoire de fer". Bravo Mitterrand, Rocard et tous les autres ! Le nom de Jacques Duboin, il est vrai, après plus d'un demi-siècle, ne figure dans aucun traité d'économie officiel.

"Ca devient difficile d'être de gauche, surtout quand on n'est pas de droite"(Guy Bedos)

Ce même gouvernement Rocard n'ose même pas - les patrons se fêteraient - évoquer un plan de réduction du temps de travail pour faire reculer sérieusement le chômage ; il préfère aller de TUC en SIVP pour maintenir un chiffre artificiel (autour de 2.500.000 chômeurs). En RDA, par contre, avec un gouvernement de droite, la réduction du temps de travail se poursuit : l'IG Metall, syndicat de la métallurgie, qui a déjà obtenu, en moins d'une décennie, les 37 heures sans diminution de salaire (grâce au partage des gains de productivité entre patrons et salariés), vient de tenir congrès pour étudier le passage aux 35 heures dans des délais réduits.

L'Allemagne n'est pas le seul exemple en Europe. Eugène Descamps, cofondateur et ancien secrétaire de la CFDT, dans "Collectif", rappelait récemment quelques données : en RFA, dans la chimie, 35 heures pour les salariés de plus de 58 ans ; en Belgique, 38 heures légales depuis 1980, 35 heures dans les ports, 36 dans les grands magasins ; en Hollande, la semaine oscille entre 36 et 38 heures ; en Suède entre 35 et 36 heures avec objectif 30 heures sans perte de salaire (2). Des lecteurs de la Grande Relève se sont plaints de notre dureté avec les socialistes. Mais que font ceux-ci de mieux qu'un gouvernement de droite, rétrograde ? (3) Ne pourraient-ils, même en "gérant" une économie de marché, faire ce que font certains de nos voisins capitalistes ? Ne pourraient-ils mettre une griffe sociale (4) sur leur gestion ? Si nous sommes durs avec eux, c'est la moindre des choses ; dans leur propre camp, des socialistes non gouvernementaux "grognent" (5) : ils déplorent le "déficit social" du gouvernement

Rocard, qui conduit - ce sont les carriéristes qui insistent - au "déficit électorale".

Maggie la "révolutionnaire"

C'est le titre d'un article du Monde des 15/16 octobre.

D'ailleurs, venant à Paris pour le 14 juillet et le Sommet des riches, elle avait jeté un froid en brandissant le "Bill of Rights" : "Les Droits de l'homme n'ont pas commencé avec la Révolution Française ... Nous avons eu la Grande Charte de 1215 et la Déclaration des Droits au 17^e siècle et notre révolution tranquille de 1688, lorsque le Parlement a imposé sa volonté à la monarchie". Depuis, elle a fait beaucoup mieux. En Octobre, au Congrès des Conservateurs, elle s'est échauffée. Le "Monde" rapporte : "On se souviendra de 1989 comme de l'année au cours de laquelle les peuples de la moitié de notre continent ont commencé à se libérer de leurs chaînes". Madame Thatcher s'est attribuée un rôle moteur dans ces changements : "En 1979 (l'année de son arrivée au pouvoir), nous savions que nous lançons une révolution en Grande-Bretagne ; en fait, nous étions les pionniers d'une révolution mondiale. Nos mots d'ordre de 1979, liberté, famille, entreprise, propriété, sont ceux que l'on entend aujourd'hui à Leipzig, Varsovie, Budapest et même Moscou. La torche que nous avons allumée en Grande-Bretagne est devenue un phare qui a projeté sa lumière au-delà du rideau de fer".

La Dame de fer enfouissant le rideau de fer ! Une "révolution mondiale", pas moins ! Il est vrai qu'on parle beaucoup - sans rire - de "révolution conservatrice".

Ces rodomontades prêteraient à rire s'ils ne s'appuyaient sur une situation extrêmement grave, voire explosive, comme l'a montré Marie-Louise Duboin, dans son éditorial de la Grande Revue de novembre. Maggie pourrait peut-être balayer devant sa porte : près de 8% d'inflation et 200 milliards de déficit de la balance commerciale, malgré le contrôle de la Mer du Nord.

Boom, krach, boom, mini (s) krach (s).... KRACH ?

Le monde n'en finit pas d'être inquiet à cause de la Bourse de Wall Street. Verra-t-on, au bout du compte, le grand Krach (avec un K majuscule, type 1929) que redoute - on pourrait presque dire "prédir" - notre prix Nobel d'économie : Maurice Allais ? En fait, tout se tient : ce qui se passe est d'une logique implacable, que l'enchaînement des faits depuis le début de l'ère Reagan permet de comprendre - même si les mécanismes sont complexes à saisir, le principe est simple. Nous ne faisons ci-après que rassembler des réflexions ou études menées depuis des années dans la Grande Revue. - Sous Reagan, homme du lobby militaro-industriel, la part des dépenses militaires passe de 5 à 9% du PIB. Retombées tous azimuts et bientôt boom économique.

- Mais croissance vertigineuse du déficit budgétaire (environ 200 milliards chaque année).

- Pour rendre les emprunts d'Etat attractifs, aussi bien aux Etats-Unis que dans le reste du monde, on offre des intérêts élevés. Du coup, le dollar s'envole, passant de 5,40 F. en 1981 à 10,48 en mars 1985 (+ 94%). Le Dow Jones suit : sa cote passe de 700 à 2772 avant le krach d'octobre 1987.

- Un dollar de 10 F. et plus ralentit fortement les exportations et favorise les importations : Japon, RFA, Corée du Sud, Taïwan, divers, s'en donnent à cœur joie (25% des voitures vendues aux Etats-Unis sont japonaises). D'où des déficits records de la balance commerciale, dans le sillage du déficit budgétaire. Tout se tient. Ce déficit commercial, malgré l'accord des Cinq du 22 septembre 1985 de faire baisser le dollar, s'est poursuivi (probablement du fait de l'inertie des habitudes prises).

- Que se passe-t-il alors ? C'est capital.

Fait roi par les accords de Bretton Woods en 1944, le dollar couvre la quasi totalité des échanges internationaux. Pour combler leur déficit extérieur, les Américains font marcher la planche à dollars, privilège exorbitant et unique dans le monde. En d'autres termes, ils paient en "monnaie de singe".

C'est très grave pour l'économie, l'équilibre mondial puisque ces dollars sont du "vent", ne correspondent à aucune contrepartie en marchandises. On pourrait les baptiser déficit-dollars.

C'est pire que les narco-dollars.

- Ces dollars - et ceux couvrant des achats hors d'Amérique - vont aller remplir les caisses des principaux pays exportateurs vers les Etats-Unis Japon, RFA, Corée du Sud, Taïwan ; tous ces pays ont des balances commerciales hautement défavorables. - Boomerang : avec tout cet argent, les Japonais

(essentiellement) deviennent les principaux acheteurs de bons du Trésor US, l'épargne des Américains étant nettement insuffisante et achètent usines ou participations, une université, des immeubles(6), montent des usines, envahissent l'information (rachat par Sony de Columbia après

CBS), deviennent les principaux opérateurs de la Bourse de New-York (entre 1984 et début 1987, les Japonais et d'autres étrangers ont acheté 170 milliards d'actions et obligations américaines).

Mais autre conséquence : ils sont devenus si riches, grâce à la politique de Reagan, qu'ils font la même chose dans le monde entier, et singulièrement, dans notre bonne vieille Europe où ils se positionnent fortement en vue de l'ouverture du marché commun : en France, par exemple, vignobles, champs, tableaux, haras, immeubles, haute couture, etc.. tout cela n'est que des hors-d'oeuvre. Ajoutons,

phénomène aggravant, que les Japonais détiennent un quasi-monopole mondial dans les appareils photo et caméras, les motos, les magnétoscopes, et qu'ils ont une part prépondérante dans la HIFI et l'électronique en général. Et voilà comment un peuple de 123 millions d'habitants, exploitant habilement les erreurs du grand frère américain, pourtant guidé par son "grand communicateur", a pu acquérir un tel poids mondial. Il est bien temps de se réveiller, notamment aux Etats-Unis, où la

nippophobie se développe "Qui sème le vent, récolte la tempête". L'Amérique est le pays le plus endetté du monde. Sa bonne santé - croissance ininterrompue depuis 8 ans financée en fait par des emprunts - n'est qu'apparente et cache des lacunes profondes, dont les coups boursiers sont les symptômes. L'activité boursière tente de compenser l'effondrement de pans entiers de l'industrie

(en 1986, 45% des investissements ont été réalisés par des étrangers, et c'est, d'après les experts, une des raisons principales de la montée du Dow Jones).

Les Américains semblent réduits à inventer de nouveaux "jeux" boursiers, les "junk bonds", proches de l'escroquerie, et dangereux : obligations à taux élevés, mais à hauts risques, qui ont pour but, pratiquement sans capitaux initiaux, d'acheter des firmes et de les revendre rapidement, à des bénéfices, en faisant d'énormes profits. Ces raids nouveaux sont soutenus par des banques, appuyés par les hauts profits, mais tenus à l'écart de "l'establishment". Comme des sicaires que l'on paierait pour un crime, sans qu'il soit question de les frapper.

En résumé, les Américains vivent, riches - pas tous, 35 millions de pauvres - aux crochets du reste du monde. Le dollar, monnaie mondiale, victime de volutes des échanges, perpétuellement soutenu par les banques centrales, fait peser une lourde menace sur le système monétaire mondial. Le Japon, et les autres pays à balance commerciale fortement excédentaire, peuvent acheter ce qui leur plaît. Face à eux, une Europe à construire, divisée (Angleterre), des pays de l'Est en pleine crise, un tiers monde surendetté, en marche croissante, en pleine explosion démographique. Partout drogue et sida en développement exponentiel... Pas besoin de la guerre des étoiles pour éprouver quelque angoisse pendant la dernière décennie du siècle !

1. Danton et Fabre d'Eglantine ont trempé dans le scandale de la Compagnie des Indes alors que le peuple manquait de tout. La véracité de Danton ne fait pas de doute.

2. En Angleterre, fin octobre, les ouvriers de Rolls-Royce et de British Aerospace ont voté la grève pour obtenir la réduction de la durée de travail de 39 à 35 heures par semaine.

3. Une enquête Figaro Sofres a montré que, pour 61% des Français, il n'y avait aucune différence entre un gouvernement de droite et un gouvernement de gauche, type Rocard.

4. Dans la Grande Révolte de Juin 88, nous écrivions : "Le gouvernement socialo-centriste osera-t-il revenir sur l'autorisation des licenciements ? Ce sera un test." Le test est concluant : on n'a pas voulu faire pleurer les patrons !

5. Voir la Grande Révolte d'Octobre

6. Mitsubishi vient de s'offrir le Rockefeller Center.